

La Suisse: plateforme pour une activité globale

Exposé de

Jean-Pierre Roth

Président de la Direction générale

de la

Banque nationale suisse

A l'occasion de l'ouverture du Forum de l'Economie vaudoise

Lausanne, le 14 septembre 2007

La Suisse est compétitive, de nombreuses études internationales le montrent, et les entreprises suisses se développent avec succès.

Ce résultat positif est notamment dû à l'ouverture de la Suisse sur le monde. La Suisse profite donc de la globalisation. Elle est même devenue ce que j'appellerais une véritable plateforme pour une activité globale. Cette plateforme repose sur quatre piliers: un cadre macroéconomique solide, un marché du travail souple, un marché intérieur ouvert à la concurrence et une forte capacité d'innovation.

Le succès actuel des entreprises suisses est à l'image de celui du syndicat suisse Alinghi, vainqueur récent de la Coupe de l'America. Le syndicat Alinghi est parvenu à s'imposer dans cette compétition, bien que son bateau ait été conçu dans un pays sans débouché maritime. Cela ne va pas de soi. Il a fallu la volonté de se soumettre au défi de la concurrence étrangère. Il a fallu recourir à une technologie de pointe. Il a fallu s'appuyer sur un équipage cosmopolite. Esprit de concurrence, innovation technologique et cosmopolitisme: ces ingrédients sont ceux qui mènent au succès actuel des entreprises suisses.

Alinghi le sait bien: le succès est éphémère s'il n'est pas reconquis. Cette règle est applicable à la Suisse également: il ne faut cesser de garantir un cadre macroéconomique adéquat. Il faut utiliser efficacement les ressources humaines. Il faut constamment se soumettre à l'aiguillon de la concurrence. Et il faut laisser libre cours aux forces innovatrices.

Avant d'examiner plus en détail ces quatre piliers sur lesquels notre succès présent et futur repose, je vous propose de jeter un regard en arrière afin d'observer les changements intervenus au cours de ces quinze dernières années.

Les changements de ces quinze dernières années

Au début des années nonante, la Suisse offrait l'image d'un pays souffrant d'une crise d'identité. Il lui fallut plusieurs années pour en émerger. Les années quatre-vingt avaient dans l'ensemble été bonnes, mais le tournant de la décennie désorienta les agents économiques. On parlait d'une Suisse isolée, sans imagination ni ambition. Son PIB

stagnait; il lui fallut près de dix ans pour émerger à nouveau. Les fruits du renouveau se sont présentés dès le milieu des années nonante.

La reprise de la croissance économique a été entraînée par une vigoureuse reprise des exportations. Notre pays, qui était déjà fortement ouvert vers l'étranger, l'est devenu encore plus. Si en 1990 la part des exportations de biens et services dans le PIB se montait à un peu plus d'un tiers (35,7%), elle a bondi au cours des quinze dernières années pour s'établir à un peu plus de 50% (51,6%) en 2006. Les importations ont bien entendu suivi le mouvement, laissant cependant au passage un confortable surplus de la balance courante et, fait nouveau, un surplus dans nos échanges de marchandises également.

Cette image est la plus connue, mais n'est pas la plus spectaculaire de notre succès commercial. L'originalité de notre pays est sa forte propension à investir à l'étranger, soit sous forme d'investissements financiers, soit sous forme d'investissements directs. Ces investissements sont financés par notre surplus de la balance courante, qui s'établissait à près de 73,6 milliards de francs en 2006, soit à un montant six fois plus élevé qu'en 1990! Nous consacrons donc un peu plus de 15% de notre produit intérieur brut à des investissements extérieurs. Dans ce domaine, nous sommes en tête des pays industrialisés; seule la Norvège, pays exportateur de pétrole, connaît une proportion comparable.

Une autre facette de l'intégration de la Suisse dans le monde est formée du personnel occupé par les implantations suisses à l'étranger. En 2005, il a dépassé pour la première fois le chiffre de 2 millions de personnes occupées. Il s'est accru de 50% en l'espace de 12 ans (depuis 1993, date du début de la statistique). Si cet accroissement de l'emploi à l'étranger s'était fait au détriment de l'emploi en Suisse, on pourrait s'interroger sur son bien-fondé. Cela n'a pas été le cas. L'emploi en Suisse n'a pas diminué ; il a crû, certes bien plus modestement. Et le taux de chômage, après avoir subi les conséquences de l'atonie de la croissance au cours des années nonante, a continuellement diminué et se situe au plus bas de ce que l'on peut observer parmi les pays développés.

Expansion du commerce international, boom dans les investissements extérieurs, augmentation des personnes occupées à l'étranger: la Suisse est ainsi devenue au cours de

ces quinze dernières années une véritable plateforme pour une activité globale. La Suisse a acquis de ce fait un rôle que l'on peut qualifier à certains égards de «nouveau». A certains égards seulement, car la tradition de présence à l'étranger est l'une des constantes de notre histoire. Le phénomène a toutefois pris une dimension véritablement nouvelle, et il ne touche pas seulement les grands noms de notre industrie, mais il affecte également le secteur des PME qui, pour assurer leur compétitivité, se sont tournées vers des lieux de production à bas coûts salariaux.

Plusieurs facteurs ont contribué à l'acquisition de ce nouveau rôle de plateforme pour une activité globale. Sans prétendre – et de loin – à l'exhaustivité, je souhaiterais vous en présenter quelques-uns qui me paraissent particulièrement significatifs.

A quelque chose malheur est bon: la situation actuelle est en quelque sorte le résultat des épreuves que nous subîmes au début des années nonante. La chute du rideau de fer, la globalisation, la montée des économies émergentes nous soumièrent rapidement à une rude concurrence. De plus, au cours de ces années, le franc ne cessa de se renforcer en raison des turbulences monétaires du moment. Cette pression extérieure contraignit les entreprises à s'ajuster, à chercher des niches à haute valeur ajoutée, donc à innover.

Cependant, il ne suffit pas d'une pression extérieure pour progresser, nous avons aussi de bonnes cartes dans notre jeu. Nous avons à l'époque déjà une tradition d'ouverture et de cosmopolitisme. En outre, notre économie était plus globalisée que nombre d'économies de petits pays voisins de l'Union européenne. Ainsi, aujourd'hui encore, l'Autriche, que l'on compare souvent à la Suisse, est moins globalisée que nous. Si plus de 80% des exportations de marchandises de l'Autriche vont vers l'Europe, moins de 65% des nôtres prennent cette destination. La Suisse est donc plus ouverte en direction des Etats-Unis et des pays à économies émergentes, notamment d'Asie. Elle est plus globale.

Le secteur financier suisse a été celui qui a participé le plus fortement à cette évolution. Il était déjà tourné vers l'extérieur au début des années nonante. La mondialisation accrue des marchés financiers au cours de ces quinze dernières années a renforcé cette tendance. La majorité du personnel de nos deux grandes banques travaille à l'extérieur de notre pays.

L'identité helvétique de ces deux établissements n'en est pourtant pas remise en cause. Un bel exemple de globalisation!

Considérer la Suisse comme une plateforme pour une activité globale – avec un fort appareil de production à l'étranger – a pour conséquence que les mesures traditionnelles de la valeur ajoutée s'appliquent mal à notre pays. Pour connaître la richesse produite par la Suisse, il convient non seulement de tenir compte de ce qui est produit sur notre territoire, mais aussi de ce qui est produit à l'étranger par des firmes en mains suisses. En d'autres termes, il convient de préférer à la mesure du produit intérieur brut celle du revenu national. Vue sous cet angle, la croissance économique de la Suisse apparaît sous un jour bien plus favorable (2,3% contre 1,6% par an sur la période 1995 à 2005) que d'aucuns voudraient laisser entendre.

Que reste-t-il à faire?

La situation actuelle est donc confortable, notre pays a su négocier avec succès le virage de la globalisation. Il convient toutefois de ne pas s'endormir sur nos lauriers, car la concurrence est féroce.

Que reste-t-il à faire? De façon générale, il importe de ne pas entamer nos forces et de remédier aux faiblesses restantes afin de conserver notre situation favorable. En d'autres termes, il faut constamment entretenir et améliorer la solidité des quatre piliers sur lesquels repose la plateforme pour une activité globale que nous sommes devenus: le cadre macroéconomique, le fonctionnement du marché du travail, la concurrence sur les marchés de produits et notre capacité d'innovation. De façon plus spécifique, il convient d'agir dans les directions suivantes:

- Les politiques monétaire et budgétaire, qui déterminent le cadre macroéconomique, doivent continuer sur la voie adoptée depuis maintenant plusieurs années, c'est-à-dire viser inlassablement la stabilité et la durabilité. En ce qui concerne la politique monétaire, la poursuite de l'objectif de stabilité des prix de la Banque nationale suisse est essentielle. Je le rappelle, nous définissons la stabilité des prix comme un taux d'inflation des prix à la consommation inférieur à 2% par an. La stabilité des prix constitue la contribution de la Banque nationale au maintien d'un cadre

macroéconomique adéquat. Concernant la politique budgétaire, la consolidation des finances publiques, y compris celle des assurances sociales, contribue à maintenir dans la durée un bas coût du capital sur notre marché financier.

- En ce qui concerne le marché du travail, l'objectif consiste principalement à préserver la flexibilité acquise. Notre marché du travail se porte bien. Les taux d'emploi sont élevés. Le chômage est relativement faible. Il y a, en comparaison internationale, peu de problèmes structurels. Le marché est intrinsèquement flexible. Et cette flexibilité a été encore renforcée par l'Accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE. L'immigration accrue a influencé positivement l'évolution économique en atténuant la pénurie chronique de personnel qualifié. Préservons cette situation avantageuse: l'Accord sur la libre circulation des personnes doit être appliqué avec la flexibilité requise et il conviendra de l'ajuster avec prudence à l'élargissement de l'UE.
- Si la concurrence fonctionne bien sur le marché du travail, c'est moins le cas sur les marchés de produits, bien que dans ce domaine la situation se soit grandement améliorée depuis les années nonante. L'objectif ici est clair: créer un cadre intérieur plus concurrentiel permettant à nos ressources d'être engagées de manière plus efficace dans l'intérêt de chacun.
- Le renforcement de la concurrence sur le marché intérieur des produits passe par plusieurs canaux. Je souhaiterais brièvement en évoquer quelques-uns:
 - Premièrement, appliquer le droit de la concurrence avec la rigueur nécessaire. Cela signifie nous assurer que l'autorité en charge de son application dispose des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.
 - Deuxièmement, renforcer la concurrence dans les secteurs encore abrités. Télécommunications, services postaux, gaz et électricité doivent être libéralisés.
 - Troisièmement, ouvrir notre marché intérieur à plus de concurrence étrangère. Il faut poursuivre sur la voie de la libéralisation progressive du secteur agricole et il faut lutter contre notre goût immodéré pour la réglementation qui crée des obstacles artificiels aux échanges. Les produits légalement mis sur le marché dans

la CE devraient pouvoir circuler librement en Suisse, soit par l'harmonisation des prescriptions techniques suisses avec celles de la CE, soit par l'application en Suisse du principe dit «Cassis-de-Dijon». L'acceptation de ce principe, même sans contrepartie, est dans l'intérêt des consommateurs et de la place de production helvétique. Ce principe aurait de toute façon été appliqué si nous avions accepté d'adhérer à l'Espace économique européen, une décision qui était ardemment souhaitée par les milieux économiques. Un renforcement de la concurrence exerce un effet sur les prix et sur l'incitation à innover qui, à la longue, est bénéfique à la croissance.

- Quant au quatrième pilier de notre plateforme, celui relatif à la capacité d'innovation, il convient surtout de ne pas l'affaiblir. D'après une récente enquête du Centre de recherches conjoncturelles de l'EPFZ, la performance en matière d'innovation de l'économie suisse est excellente en comparaison internationale. Les petites et moyennes entreprises suisses ne sont pas en retard dans ce mouvement. Elles ont identifié depuis longtemps le besoin de pratiquer une politique de niche qui vise à couvrir des besoins spécifiques de la clientèle à l'aide de solutions ad hoc souvent mises sur pied avec l'appui de la recherche. L'innovation est au cœur de nos succès commerciaux. Il est heureux que les entraves structurelles à l'innovation aient largement perdu de leur importance et que les réglementations étatiques aient été sensiblement réduites dans ce domaine. De plus, le manque de personnel qualifié a pu être atténué grâce à l'accord sur la libre circulation des personnes avec l'UE. Il reste toutefois une ombre à ce tableau: la disponibilité de capital-risque, une forme de financement qui n'a jamais su véritablement se développer chez nous. L'autofinancement reste ainsi essentiel.

Conclusion

En dix ans, la Suisse est devenue une véritable plateforme pour une activité globale. Elle s'est résolument tournée vers les marchés mondiaux et tire des revenus toujours plus grands de ses investissements à l'étranger.

Ce développement est réjouissant, car il a permis le maintien sur notre territoire de places de travail à haute valeur ajoutée. Mais ce développement n'est pas sans risque non plus, car la mobilité internationale des activités productrices s'est accrue. La base nationale de l'édifice doit donc rester attrayante. C'est la responsabilité des autorités de préserver un cadre macroéconomique solide, un marché du travail flexible, un degré élevé de concurrence sur les marchés et un environnement favorisant les innovations. Autant d'éléments permettant au secteur privé de développer ses activités sur les marchés internationaux.

La plateforme pour une activité globale que nous sommes devenus est à la fois le fruit et l'expression de notre capacité à relever les défis. Elle nous a permis de trouver notre voie hors de l'Union européenne et de la zone euro. Cette plateforme, en multipliant nos liens internationaux, s'est traduite par une diversification accrue de nos relations économiques extérieures. Elle nous a offert une voie originale en dépit du rejet de l'Espace économique européen et de notre absence de l'Union européenne. Les accords bilatéraux ont certes compensé pour une part les conséquences de cet isolement. Il n'en reste pas moins qu'en la matière l'effort collectif de la Suisse a été et reste primordial. Ne devant pas relever le défi d'une intégration européenne, nous avons choisi de relever le défi de la globalisation.

La voie est prometteuse, mais exigeante!